

Les marchés financiers font vaciller le monde réel face à des Gouvernements impuissants

Le dernier G20 qui s'est déroulé à Cannes les 3 et 4 novembre 2011 aura coûté au Gouvernement français la bagatelle de 20 millions d'euros et beaucoup plus d'après le Canard Enchaîné, alors que l'État français croule sous une dette souveraine abyssale.

Selon le journal britannique, la suite de Nicolas Sarkozy aurait coûté, pour une nuit, près de 40 000 euros. Plus chère que celle de Barack Obama -35 000 euros- ou Silvio Berlusconi -30 000 euros.

http://www.lexpress.fr/actualite/politique/combien-a-coute-le-g20-a-cannes_1048597.html

L'ordre du jour du G20 devait être celui-ci :

1. La régulation financière
2. Le développement
3. Les financements innovants
4. L'emploi et des questions sociales
5. L'instabilité de l'ordre monétaire international
6. La volatilité des prix des matières premières
7. La gouvernance mondiale

Il a été consacré essentiellement à tenter de circonscrire la crise de la dette européenne qui menace d'éclatement la zone euro dont la cause serait la Grèce, alors que tous les autres pays européens n'ont pas de leçon à lui donner, étant eux-aussi dans une situation tout autant explosive.

La Grèce subit depuis deux ans des plans d'austérité à répétition qui ne feront que l'enfoncer un peu plus chaque

jour et qui ne lui permettront pas de rembourser ses créanciers.

Nous aurons assisté la veille du sommet du G20 à une conférence de presse surréaliste de Merkel/ Sarkozy menaçant le premier Ministre Papandréou de ne pas lui verser les aides promises par la troïka (FMI, BCE et Commission Européenne), s'il ne revenait pas sur le référendum qu'il proposait d'organiser afin que le Peuple grec puisse décider de son avenir.



La dictature de la pensée unique a fait plier le pauvre Papandréou qui a dû abdiquer, le sauvetage de l'Euro étant plus important que le niveau de vie de ses concitoyens.

Pour autant le problème de la Grèce n'est pas réglé, mais il risque de s'aggraver avec la désignation en tant que Premier Ministre de Mr Lucas Papademos un technocrate, ancien banquier et ancien vice-Président de la BCE en remplacement de Mr Papandréou.

Les banquiers sont à l'origine de la plus grave crise que nous subissons depuis 1945 et nous les remettons aux commandes de certains pays alors qu'ils se sont enrichis sur le dos des citoyens grâce à l'aide de gouvernements complices .

La démocratie une nouvelle fois aura été bafouée et le peuple grec aurait toutes les raisons de se révolter d'un tel choix, qui remet en cause le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le plus grave dans ces événements c'est que nous avons eu à faire à des politiques qui n'ont pas eu le courage comme d'habitude de redonner la parole au peuple en organisant des élections législatives.

Il est arrivé quelques jours plus tard la même chose avec

l'Italie, autrement plus endettée que la Grèce avec 1900 milliards d'euros de dette publique soit environ 120% du PIB.

Les marchés financiers et les technocrates de Bruxelles avec la complicité des chefs d'États de la zone euro ont décidé de débarquer Silvio Berlusconi, sans que le peuple italien puisse s'en charger lui-même.

Ils nous ont sorti de leur chapeau Mario Monti, ancien commissaire européen en 1995 et surtout ancien consultant de la Banque américaine Goldman Sachs, cette institution financière qui aura aidé la Grèce à maquiller ses comptes, comme elle a dû le faire pour d'autres États dans le monde.

Je vous demande d'écouter attentivement l'intervention de Nigel Farage député Européen le 16 novembre 2011 qui s'exprimait au Parlement européen et qui dénonçait la mainmise de l'Allemagne sur l'Europe et l'échec patent de l'euro.

<http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/les-economistes-ne-sont-pas-la-104365>

Une autre vidéo devrait vous permettre de comprendre comment nous avons pu en arriver à avoir une dette publique aussi élevée et qui en est le principal responsable.

Quand les politiques affirment que, pour enrayer cette dette, il faut moins de dépenses publiques, des plans d'austérité ou des privatisations à gogo, soit, comme nous, ils n'ont rien compris, soit ils nous enfument (on peut même envisager les deux). Pour comprendre pourquoi, il faut regarder cette vidéo :

<http://www.youtube.com/user/MrQuelquesMinutes#p/a>

Nos démocraties sont malades par la faute de politiciens lâches et corrompus qui ont été achetés par les oligarchies financières qui les tiennent par l'argent.

En septembre 2008, juste après la chute de la banque

d'affaires Lehmann Brother, qui s'est transformé en crise systémique de la finance internationale, toutes les banques auraient du être nationalisées, afin que cessent ces abus insupportables de ces requins de la finance dans l'économie réelle.

La plupart des banques ont été renflouées par les États, et elles se sont ensuite retournées contre les mêmes États qui les avaient sauvées d'une faillite certaine, et qui se sont retrouvés endettés au-delà du supportable.

Les peuples sont aujourd'hui en première ligne et sont victimes de plans d'austérité drastiques qui vont les appauvrir car nos Gouvernants n'auront pas eu le courage de prendre des décisions qui auraient évité que nous nous enfoncions dans la spirale de l'endettement pour soutenir une croissance artificielle qui n'existait pas en réalité.

Les effets de la mondialisation , la création d'une Europe des marchés et d'une zone euro alignée sur le mark font prendre un risque incalculable pour l'ensemble des citoyens du monde.

La déréglementation et la concurrence déloyale, le libre échange entre les pays industrialisés et les pays émergents ne peuvent que conduire à des tensions internationales qui pourraient finir très mal, si nous ne remettons de l'ordre dans nos échanges commerciaux et que nous ne redéfinissons pas des règles de bonne conduite pour assurer à nos peuples respectifs de quoi vivre décemment , en prônant une meilleure répartition des richesses produites par chacun de nos pays.

Nous ne sortirons pas de cette crise actuelle qui continuera à s'aggraver, notamment à cause des marchés qui continueront à peser sur les États, si nous ne leur imposons pas de nouvelles règles de conduite, notamment à leur interdisant de spéculer sur les dettes souveraines .

Nous ne pourrons relancer nos économies si les politiques ne décident pas d'effacer une partie des dettes souveraines de

tous nos pays.

La dette publique américaine vient d'atteindre 15 000 milliards de dollars. De nouvelles craintes ressurgissent sur les banques américaines qui pourraient pâtir de la situation préoccupante de la zone euro.

Qu'attendons-nous pour redonner de l'espoir à nos peuples que l'on est en train de rendre responsables de ce qui arrive, alors qu'ils sont victimes de l'incompétence notoire de leurs dirigeants politiques depuis maintenant 30 ans ?

Qu'attendons-nous pour interdire les agences de notation qui n'ont aucune légitimité et qui sont payées par les institutions financières qui nous ont conduit au désastre actuel ?

Qu'attendons-nous pour que les nations retrouvent leur souveraineté pleine et entière?

Qu'attendons-nous pour que les peuples décident de façon démocratique de qu'ils veulent comme avenir pour leurs enfants et les générations suivantes ?

Nous en avons assez d'être dirigés par des hommes de pouvoir qui ne pensent qu'à leur intérêt personnel plutôt qu'à l'intérêt général.

Nous en avons assez que les aspirations des peuples soient bafouées en permanence et que nos emplois soient sacrifiés sur l'autel de la mondialisation sans que cela n'empêche nos élites bien pensantes de continuer à vivre dans l'opulence et la gabegie.

Nous n'avons rien à attendre de politiques qui se savent plus défendre les intérêts de leurs mandants.

Encore une fois le G20 de Cannes n'aura servi à rien car nos requins de la finance continuent à faire pression sur les États qui semblent attendre que le ciel leur tombe sur la tête

pour commencer à agir, mais de cela super Sarkozy ne s'en vante pas.

Si nous ne réglons pas très vite le problème des dettes souveraines nous pourrions connaître des années sombres dont le dénouement pourrait être la fin d'une période de paix et le début d'une révolte des peuples qui pourraient se terminer dans le sang et des larmes.

Pour terminer mon article, il m'est apparu pertinent de vous faire écouter l'intervention de Jacques SAPIR le 28 octobre dernier qui nous commentait l'accord qui devait permettre de sauver l'Euro.

<http://minuit-1.blogspot.com/2011/06/analyses-et-interventions-de-jacques.html>

Aujourd'hui la crise de la dette s'étend à l'Italie, à l'Espagne et à la France, car le taux auquel ces pays ont besoin d'emprunter pour se refinancer sur les marchés a augmenté de façon dangereuse qui ne prévoit rien de bon pour le devenir de la zone euro.

Fabrice LETAILLEUR

Voir son blog

<http://lebloglaicdechamps.over-blog.com/>